



Le recrutement à la fonction publique doit être à la fois transparent et non éliminatoire en fonction des moyens.

Forum des Forces Sociales de Guinée (FFSG)

Les Forces Sociales de Guinée ont noté avec beaucoup d'intérêt l'intention exprimée par le Ministère du Travail et de la Fonction Publique à travers son communiqué N°01827/MTFP/CAB/SNCEPC/2023, pour le recrutement par voie de concours de nouveaux Fonctionnaires.

Selon ce communiqué, cette volonté de recrutement fait suite d'une part **aux opérations d'assainissement du fichier de la fonction publique, conformément à la vision du Président de la Transition** et d'autre part aux **besoins en ressources humaines exprimés par les différents Départements Ministériels.**

Avec ces motifs donnés, en ne mentionnant pas dans le communiqué le besoin exprimé en nombre par chaque Département et le manque à gagner à la suite des opérations d'assainissement, nous pouvons dire pour être indulgent que le Ministre s'est trompé en ne donnant pas ses indicateurs en chiffre.

Par contre s'il ne rectifie pas le tir, en donnant le besoin exprimé en nombre par Département Ministériel avec la situation des fonctionnaires non postés et le nombre total à recruter, nous pouvons tirer la conclusion que c'est la boîte à pandore qui s'ouvre pour la certification d'une intégration frauduleuse à la fonction publique au nom de la refondation.

Par ailleurs, avec la fixation à **100.000 GNF des frais d'inscription non remboursables** et toute la documentation demandée aux futurs candidats, pour qui connaît le niveau de pauvreté actuelle des ménages et la lourdeur administrative, on **est en droit de déduire que c'est une forme de renflouement malsain des caisses, qui constitue un facteur de blocage pour des milliers de jeunes guinéens qui aspirent servir le pays en intégrant la fonction publique.**

En conséquence, nous invitons également le Ministre à annuler ces frais dits droits d'inscription, et si possible réduire le nombre de documents à mobiliser, à l'effet de promouvoir l'équité dans le processus.

Enfin, les Forces Sociales de Guinée, saluant l'idée de création d'une plate-forme annoncée pour ce recrutement, espèrent qu'elle ne sera pas de la figuration comme celle qui avait été annoncée en pompe par le Président de la transition pour dit-on donner de la chance aux enfants Guinéens sans bras longs de bénéficier des décrets ou des arrêtés de nomination dans les services publics de l'Etat.

Conakry, le 24/10/2023

La Coordination du FFSG